



# Un autre monde est-il possible ? Le Mouvement des sans-terre au Brésil

---

par Reginaldo C. Moraes et Claudinei Coletti

que ce soit au niveau local, provincial ou fédéral, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) est parvenu, au cours de ces quinze dernières années, à s'imposer comme le mouvement sociopolitique le plus important du Brésil. Si l'ampleur de ses mobilisations, la cohérence et la radicalité de ses revendications font de lui un acteur parfois indésirable du jeu politique brésilien, ni les classes dominantes ni le gouvernement ni les médias ne peuvent aujourd'hui lui refuser le statut d'interlocuteur majeur dans le débat national.

Pourtant le MST s'appuie sur une base sociale bien spécifique et ses revendications peuvent paraître limitées, voire datées et condamnées à disparaître face au développement du capitalisme et de l'industrie agro-alimentaire dans le pays. Comment peut-il être alors un mouvement porteur d'espoir et de projets ? Comment expliquer qu'il soit capable de rallier d'autres secteurs de la société ? En d'autres termes, la mobilisation paysanne peut-elle se substituer aux mouvements ouvriers – et le MST aux partis qui représentent ces derniers – pour défendre les intérêts des plus défavorisés ?

Après les *assentamentos*<sup>1</sup> et les premières occupations de terres dans les années 1980, le MST a ajouté à son slogan d'origine – « Occuper, Résister » – un

---

1. Ce terme désigne des installations de familles rurales qui ont lieu sous l'autorité de l'INCRA (Instituto nacional de colonização e reforma agrária) dans des zones de réforme agraire désignées par l'État.

troisième mot d'ordre – « Produire ». Ce nouvel impératif l'a conduit à concevoir pour l'ensemble du pays un autre modèle de développement, fondé sur le travail des *assentados*, les installés, et sur la production familiale dans les coopératives, modèle qui, à son tour, a orienté le mouvement vers l'« altermondialisme ».

Car le MST veut combattre avant tout le système qui favorise la dizaine d'entreprises transnationales qui prennent en charge le commerce d'exportation de *commodities*, touchent la plus grande partie des dividendes du secteur de l'agriculture et de l'élevage à grande échelle et contrôlent les centres de décision.

Cependant, pour maintenir l'intensité de sa mobilisation, le MST doit dépasser le problème agraire. Il se trouve donc confronté à la nécessité non seulement d'élargir son combat, de le rendre plus complexe, plus globalisant, notamment en intégrant les valeurs et les intérêts d'autres groupes sociaux distincts de sa base d'origine, mais aussi de gérer cet élargissement pour empêcher qu'il n'aboutisse à un éloignement excessif de la base en question qui finirait par brouiller la capacité du mouvement à comprendre la situation politique qui l'a engendré. Nous pourrions dire, de façon paradoxale, qu'il doit se radicaliser sans perdre ses racines. Ce dilemme n'est pas propre au MST, tous les mouvements sociopolitiques de défense des segments marginalisés par l'évolution capitaliste le connaissent, les partis ouvriers en particulier, qui ne l'ont toujours pas surmonté.

À cet égard, l'étude « étiologique », essentiellement déterministe, accuse d'ailleurs ses limites. Pour comprendre le Mouvement des sans-terre, il faut prendre en compte plusieurs dimensions : la mobilisation des ressources, les choix stratégiques et la capacité d'invention politique. L'examen permet alors d'entrevoir non pas ce qu'*est* le mouvement, mais ce qu'il *n'est pas*, c'est-à-dire ce qui le précède, l'englobe et le conditionne. De même, l'étiologie n'explique pas à elle seule le succès du MST. D'autres solutions étaient possibles dont certaines coexistent d'ailleurs avec l'expansion du mouvement. Pourquoi le MST, après tout, plutôt que le crime de masse organisé, qui sévit dans certaines métropoles brésiliennes, ou bien un large mouvement syndical « des affaires », centralisé dans le système des complexes agro-industriels, ou encore l'un des nombreux mouvements religieux, pentecôtistes ou millénaristes, qui ont traversé l'histoire brésilienne ?

Il faut également expliquer comment le mouvement est parvenu à réconcilier ses deux sources apparemment irréconciliables, le marxisme et la religion. En cela, l'idéologie a joué un rôle déterminant. Singulière combinaison de théorie marxiste et de théologie de la libération ou, plus précisément, d'une certaine théologie de la libération – celle qui s'approprie les thèmes écologi-

ques et construit une « mystique » panthéiste, ni quiétiste ni conformiste, accompagnée des rituels correspondants –, cette idéologie se fonde sur l'idée du « vivre autrement ». Elle légitime des attitudes – notamment antisystémiques –, que l'idéologie dominante condamne, et redéfinit les notions de propriété, de justice, de performance, d'équilibre, de raisonnement, d'autorité, de respect et d'ordre.

Nous retracerons tout d'abord les conditions dans lesquelles est apparu le MST : les transformations structurelles du monde agraire brésilien après 1964 et le rôle de l'État. Les bases économiques du radicalisme agraire permettent de comprendre comment se forme le « public » du MST, partant, le genre de défis que le mouvement est appelé à relever.

Nous analyserons ensuite les facteurs de l'apparition et de l'expansion du mouvement : d'un côté, l'absence ou du moins l'insuffisance du syndicalisme rural face à la tendance dominante visant à la concentration de la propriété et à l'exclusion sociale ; de l'autre, l'importance de la Commission pastorale de la terre (CPT), liée à l'Église catholique progressiste – déjà présente par ailleurs dans le milieu urbain – et principal support des mobilisations, des revendications et de l'organisation des sans-terre.

Enfin, nous présenterons les spécificités du MST : ses formes de lutte, son organisation, la formation des comportements à partir des valeurs alternatives, imprégnées là encore d'idéologie socialiste et d'influences religieuses.

---

## Capitalisme agraire radical *versus* radicalisme agraire anticapitaliste

Les mesures prises par le gouvernement militaire arrivé au pouvoir après le coup d'État de 1964 ont permis à l'État brésilien d'imposer une profonde transformation des activités agricoles et d'élevage du pays, en procédant notamment à l'intégration de certains secteurs de l'agriculture dans le circuit de valorisation du capital industriel, *via* la consolidation des « complexes agro-industriels » (CAI's)<sup>2</sup>. Cette modernisation autoritaire de l'agriculture brésilienne, autoritaire dans la mesure où la consolidation des CAI's<sup>3</sup> s'est

---

2. Pour plus de détails, voir C. Coletti, *A trajetória política do MST : da crise da ditadura ao período neoliberal*, Tese (Doutorado em ciências sociais), Instituto de filosofia e ciências humanas, Unicamp, Campinas, 2005, principalement le chap. 1, « O surgimento do MST, a questão agrária e o sindicalismo no Brasil ».

3. La littérature sur les « complexes agro-industriels » est vaste. Voir, par exemple, Guilherme da Costa Delgado, *Capital financeiro e agricultura no Brasil : 1965-1985*, São Paulo, Ícone Editora, Campinas (SP), Editora da Unicamp, 1985 ; José Graziano da Silva, *Progresso técnico e relações de trabalho na agricultura*, São Paulo, Hucitec, 1981 ; Martine George, « A trajetória da modernização agrícola : a quem beneficia ? », *Lua Nova – Revista de cultura e política*, São Paulo, 23, mars 1991, p. 7-37 ; Geraldo Muller, *Complexo agroindustrial e modernização agrária*, São Paulo, Hucitec, Educ, 1989 ; Bernardo Sorj, *Estado e classes sociais na agricultura brasileira*, Rio de Janeiro, Zahar Editores, 1980 ; José Garcia Gasques *et al.*, « Desempenho e crescimento do agronegócio no Brasil », *Texto para discussão*, 1009, IPEA, Brasília, février 2004.

produite dans le cadre de la politique économique de l'État dictatorial, a mis l'agriculture brésilienne en situation de dépendance vis-à-vis non seulement de l'« industrie pour l'agriculture » mais aussi de la finance, par le biais du système de crédit subventionné.

Le Système national de crédit rural (SNCR), créé en 1965, avait pour principale caractéristique d'offrir des conditions de financement extrêmement privilégiées (taux d'intérêts toujours négatifs et longs délais de remboursement). Ces conditions ont été à l'origine d'une forte demande de crédits, mais ce sont surtout les grandes propriétés et les entreprises rurales qui ont pu en bénéficier<sup>4</sup>. En fait, il suffisait d'être juridiquement propriétaire de grandes étendues de terres pour pouvoir bénéficier des ressources du crédit rural. Il s'est ensuivi que maintes fois ces ressources ont été déviées vers d'autres finalités, parfaitement étrangères aux activités agricoles. De plus, le marché des terres est devenu un « secteur particulier du système financier », les titres de propriété étant fortement recherchés parce qu'ils représentaient « une réserve de valeurs » dans le portefeuille d'actifs des entreprises, réserve qui les protégeait de l'inflation et leur offrait un rendement supérieur à bien des placements financiers<sup>5</sup>.

L'une des conséquences directes de cette modernisation a donc été le changement de profil des propriétaires entrepreneurs du secteur et l'apparition d'une nouvelle façon de « faire des affaires » dans les zones rurales. Le développement d'un capitalisme agraire agressif, soutenu par d'importantes subventions publiques, et le processus intensif de transferts de terres publiques aux particuliers<sup>6</sup> ont permis à des segments de la société brésilienne, qui, jusque-là, n'avaient aucun lien avec le secteur agraire traditionnel, de manifester un intérêt tout nouveau pour les activités agricoles et de prendre pied dans le monde rural.

4. Entre 1969 et 1979, le crédit rural est passé à un taux moyen annuel de 17,5 %. Si nous adoptons l'indice « 100 » pour l'année 1969, il a atteint « 504 » en 1979, ce qui veut dire qu'il a quintuplé en dix ans. Voir Banco central do Brasil, *Anuário Estatístico do Crédito Rural*, 2002. Pour donner une idée de ce que représentait l'accès au crédit rural subventionné, citons l'exemple, extrême peut-être, des bénéfices concédés aux secteurs de la production de sucre et d'alcool, dans le cadre du Proalcool, au cours de la seconde moitié des années 1970 : des études ont démontré que le remboursement des prêts était aux alentours de 15%, ce qui signifie que les 85% non remboursés du financement sont devenus *de facto* une véritable donation d'argent public aux *usineiros*, les producteurs de sucre et d'alcool.

5. Cf. G. da Costa Delgado, *Capital financeiro e agricultura no Brasil : 1965-1985*, *op. cit.*, p. 106. J. Graziano da Silva a observé qu'entre 1969 et 1974 le prix de la terre nue avait quadruplé dans l'État de São Paulo, principalement dans les régions où les occupations étaient les plus récentes et où ce fort mouvement de spéculation foncière a réduit l'espace de la petite production agricole. Cf. J. Graziano da Silva, *Progresso técnico e relações de trabalho na agricultura*, *op. cit.*, p. 78-82.

6. Entre 1970 et 1985, près de 32 millions d'hectares auraient été ainsi transférés du domaine public au domaine privé, dont 12 millions auraient été rendus à de grands groupes économiques. Cf. Moacir Palmeira, « Burocracia, política e reforma agrária », dans Leonilde Medeiros *et al.* (orgs), *Assentamentos rurais : uma visão multidisciplinar*, São Paulo, Editora Unesp, 1994, p. 51.

Il ne s'agissait pas seulement des éléments de la bourgeoisie qui se sont positionnés en amont et en aval de la production agricole, dans la sphère des CAI's : industries des machines agricoles (tracteurs, moissonneuses-batteuses lieuses), production d'intrants (fertilisants, pesticides, correctifs pour le sol), industries du processus des produits de l'agriculture et de l'élevage (entreprises de transport, stockage, distribution et commercialisation). Dans les régions du Nord et du Centre-Ouest du pays, des banques, des entrepreneurs, des entreprises industrielles nationales et des groupes multinationaux ont acquis de grandes propriétés à des prix souvent dérisoires. Ces nouveaux propriétaires ne cherchaient pas seulement à avoir accès au crédit rural grâce à leurs titres de propriété juridique, ils voulaient aussi, tout simplement, réaliser un investissement spéculatif. Mais, en attendant que la terre prenne de la valeur, ils n'ont fait aucun investissement productif.

Sur le plan politique, ces transformations ont entraîné de nouvelles alliances. La défense du *latifúndio* (la grande propriété), les résistances à la réforme agraire, les appels à « la loi et à l'ordre » dans les campagnes n'ont plus été uniquement le fait des anciens *coronéis* (les colonels). De nouveaux alliés politiques, les propriétaires ruraux installés dans le Sud-Est du pays, sorte de « *coronéis* postmodernes » des zones urbaines, liés à la grande industrie, aux banques et aux grands médias, ont joint leurs voix à celles des anciens chefs politiques des zones rurales. Cette alliance, d'une ampleur bien plus grande et plus puissante que celle des *latifundiários* traditionnels, explique en partie le pouvoir de veto des classes dominantes, l'« immobilisme » politique des gouvernants et la timidité de leurs programmes de réformes sociales.

En témoigne notamment l'échec du Plan national de réforme agraire (PNRA), proposé par le gouvernement Sarney (premier gouvernement civil après la dictature militaire) en mai 1985. En préconisant les distributions et l'expropriation à des fins de réforme agraire, le PNRA pénalisait en effet la propriété spéculative de la terre. Ses propositions ont été enterrées pour longtemps et la terre continue d'être fortement concentrée au Brésil. Les données de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) ont révélé la persistance de ce déséquilibre de la répartition foncière qui a marqué toute l'histoire du Brésil : en 2003 encore, 69 123 propriétés d'une superficie supérieure à 1 000 hectares chacune représentaient 1,7 % du total des propriétés enregistrées au cadastre, mais 43,7 % du total de leurs superficies. À l'inverse, 3 611 429 propriétés d'une superficie inférieure à 100 hectares représentaient 85,2 % des propriétés enregistrées, mais seulement 20% de la superficie totale.

## Les « pépinières du désespoir »

Depuis les années 1950, un très grand nombre de Brésiliens ont migré de la campagne vers les villes. Les problèmes sociaux caractéristiques du monde rural sont ainsi devenus des problèmes sociaux urbains. En 1940, les ruraux représentaient 68,8 % de la population brésilienne. En 1980, le rapport était inversé : 67,6% des Brésiliens vivaient en zone urbaine, et en l'an 2000, les ruraux n'étaient plus que 18,8 %. Cet exode rural s'est fait au rythme de 7 millions de personnes dans les années 1950 ; près de 28,5 millions dans les années de 1960 et 1970 ; plus de 12 millions dans les années 1980 et 5,6 millions au cours de la première moitié des années 1990<sup>7</sup>.

Certes, le mouvement migratoire avait commencé avant le développement capitaliste de l'agriculture brésilienne, mais le bond quantitatif des départs vers les centres urbains des années 1960 et 1970 prouve l'existence d'une relation étroite entre le processus d'industrialisation de l'agriculture et la migration vers les villes. Les données démographiques relatives au phénomène révèlent par ailleurs la cadence proprement hallucinante des transformations structurelles radicales de la société brésilienne.

Dans les campagnes, ces transformations se sont traduites par l'incapacité de la plupart des petits producteurs à s'associer à la dynamique d'accumulation capitaliste, même au titre de *partenaires minoritaires* du capital ; par la détérioration subséquente des conditions d'existence de ces petits producteurs, des métayers et des salariés agricoles ; par l'impossibilité de subsister en tant que petits producteurs dans les zones qualifiées de frontière agricole, soit du fait de l'absence d'infrastructures dans ces régions, lointaines et éloignées des centres de consommation, soit du fait de l'appropriation par le grand capital d'immenses propriétés dans ces régions à des fins purement spéculatives ; enfin, par la réduction des espaces physiques et socioéconomiques de la petite production et par le bouleversement des relations sociales de production à l'intérieur des propriétés agricoles à cause du remplacement des travailleurs permanents, résidant dans ces propriétés, par des salariés saisonniers.

Dans les villes, ces transformations se sont manifestées par l'arrivée d'un flot énorme, ininterrompu de désespérés, paysans expulsés, prolétarisés, et totalement abandonnés dès leur arrivée du fait de l'absence, ou du moins de l'insuffisance de

7. Cf. M. George, « Êxodo rural, concentração urbana e fronteira agrícola », dans Martine George, Ronaldo C. Garcia (orgs), *Os impactos sociais da modernização agrícola*, São Paulo, Editora Caetés, 1987, p. 59-65 ; Ricardo Abramovay, « Agricultura familiar e desenvolvimento territorial », *Reforma Agrária*, Associação brasileira de reforma agrária (ABRA), Campinas (SP), 28 (1, 2, 3), 1998 et 29 (1) août 1999.

réseaux traditionnels d'intégration, et par l'apparition de méga-cités, « pépinières de main-d'œuvre » où végètent, hébétées, des multitudes orphelines<sup>8</sup>.

Le constat n'a rien de nouveau. L'impact profondément déstructurant de cette « modernisation » barbare a maintes fois été dénoncé. Indépendamment des couleurs que nous employons pour dépeindre la situation, un fait est sûr : les foules déracinées de ces agglomérations de quartiers-dortoirs avaient un immense besoin d'espoir et étaient disponibles pour une nouvelle rencontre politique.

---

### La trajectoire politique du MST

Le Mouvement des sans-terre est né en 1984, lors d'une rencontre nationale de militants, qui, depuis la fin des années 1970, participaient à des manifestations et à des occupations de terre. Son baptême politique a eu lieu en mai 1985, au moment du débat sur la réforme agraire relancé par la « proposition » du PNRA, au début du gouvernement Sarney<sup>9</sup>.

Chaque adversaire rassemblait ses troupes. D'un côté, les propriétaires ruraux et leurs forces représentatives<sup>10</sup>. De l'autre, les travailleurs ruraux, d'une part, organisés par le MST et la Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture (CONTAG) – organisation haut placée dans la structure syndicale officielle brésilienne –, d'autre part, soutenus par l'Église catholique, le Parti des travailleurs (PT) et par des ONG nationales comme l'Association brésilienne de réforme agraire (ABRA).

Dans cette conjoncture de polarisation des forces politiques, le MST a consolidé ses positions en tant que mouvement national de lutte pour la terre et pour la réforme agraire en donnant la priorité à l'action de masse plutôt qu'à la lutte institutionnelle. Les occupations de terre, les campements et les manifestations publiques qu'il a organisés étaient autant de formes de pression exercée sur le gouvernement pour qu'il procède aux expropriations et aide les paysans à s'installer. Sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso (1995-2002), le MST est devenu le mouvement social le plus important du pays et la principale organisation de résistance aux politiques néolibérales

---

8. Sur l'intensité de ce phénomène dans la région du Grand São Paulo, voir R. C. Moraes, « Informação na cidade : caso de política », *Educação & Sociedade*, São Paulo, 44, 1993, p. 64-82.

9. Pour plus de détails, voir C. Coletti, *A trajetória política do MST : da crise da ditadura ao período neoliberal*, op. cit..

10. Aux traditionnelles organisations corporatistes, caractéristiques du système de représentation en vigueur dans le pays, s'est ajoutée l'Union démocratique ruraliste (UDR), association radicale de droite qui représentait les propriétaires ruraux. L'UDR a été créée en juin 1985 pour combattre le MST, le PNRA proposé par le gouvernement Sarney et les mesures de réforme agraire évoquées lors des débats à l'Assemblée constituante en 1987-1988.

mises en place par le régime, notamment durant le premier mandat de Cardoso (1995-1998/1999). C'est au cours de ces mêmes années qu'ont eu lieu les massacres de Corumbiara, dans l'État de Rondônia, en 1995 (dix paysans sans terre et deux policiers militaires tués), et d'Eldorado dos Carajás, dans l'État du Pará, en 1996 (19 paysans sans terre tués). Ces événements tragiques ont marqué une étape importante dans l'ascension du MST sur la scène politique brésilienne. En fournissant la démonstration de la volonté répressive du gouvernement, ils ont sensibilisé l'opinion nationale et internationale au problème des sans-terre. L'autre moment fort de l'histoire du mouvement a été la « Marche nationale pour la réforme agraire, l'emploi et la justice » de 1997 à Brasília, première grande manifestation populaire contre le gouvernement de Cardoso et sa politique néolibérale, qui a rassemblé près de 100 000 personnes, militants et sympathisants du MST.

En réaction, le gouvernement a pris à partir de 1999 une série de mesures, mélange de démagogie et de durcissement néolibéral, destinées à affaiblir politiquement le mouvement tout en modifiant le traitement du problème agraire : restriction des fonds publics destinés au programme d'installation des paysans en zones rurales ; suppression du Programme de crédit spécial pour la réforme agraire (PROCERA) ; développement de ce que l'on appelle la « réforme agraire de marché », en vertu de laquelle l'expropriation réalisée par l'État en fonction de l'intérêt social, par le biais d'une indemnisation sous forme de titres sur la dette agraire, était remplacée par l'achat de terrains grâce à des prêts accordés par un agent financier ; propagande en faveur de la « Réforme agraire par la Poste », annonçant qu'il suffisait à un travailleur de se présenter à un bureau de Poste (*Correios*) et de s'inscrire sur un registre pour recevoir un terrain ; suspension, pendant deux ans, de l'inspection des propriétés occupées par les sans-terre, ladite inspection étant responsable des expropriations. Ces deux dernières mesures vantées par la rhétorique officielle étaient censées mettre fin aux mobilisations ; elles ont permis au gouvernement de criminaliser les actions du MST et de ses leaders.

Le fait est que, dans un contexte de recul et de perplexité de l'opposition syndicale et partisane face à la barbarie sociale des néolibéraux, le MST a prouvé sa capacité d'organisation et de mobilisation. Celle-ci s'est manifesté notamment par une forte croissance des occupations de terres, dont le nombre est passé de 1994 à 1999, de 119, avec 20 516 familles engagées, à 589, avec 78 258 familles engagées. Il a réussi également à susciter la sympathie au sein des diverses sphères de la société urbaine. Que s'est-il passé quand la coalition de centre-gauche dirigée par le Parti des travailleurs (PT) a remporté la présidence de la République avec l'élection de Lula en 2002 ? Certes, le MST a soutenu et soutient encore, en grande partie, le nouveau gouvernement,

mais il ne se prive pas d'exprimer ses griefs à l'encontre de la politique macro-économique conservatrice de ce dernier, politique tournée vers l'obtention de *superávits* (excédents fiscaux) qui sacrifient le développement économique du pays et les politiques sociales.

De fait, la réforme agraire avance à petit pas. D'après les données de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA), 115 000 familles ont été installées en 2003 et 2004, alors que l'objectif initial était d'en installer 175 000. En outre, la moitié de ces *assentamentos* se trouve dans le Nord et dans les États de Mato Grosso et de Maranhão, à la frontière de l'Amazonie, c'est-à-dire sur des terres qui relèvent du domaine public. Le MST, quant à lui, a estimé en avril 2005 que le nombre de familles installées (*assentadas*) en 2003 et 2004 s'élevait à 50 000, si l'on considère uniquement les expropriations des terres privées. En fait, les sans-terre ont beaucoup de raisons de se plaindre du gouvernement Lula. En 2005, le budget initial du ministère du Développement agraire (MDA) était de 3,7 milliards de *reais*, mais il a très vite subi des restrictions.

Lula a été élu à un moment où le Parti des travailleurs avait le vent en poupe. Il avait gagné les élections dans différentes villes et États du pays et fortement amélioré ses positions dans les assemblées municipales, des États et de l'Union. Paradoxalement, les mouvements sociaux ont connu au même moment une phase de déclin à laquelle le MST lui-même n'a pas échappé. De plus, les électeurs qui avaient choisi un président « progressiste » sont ceux-là mêmes qui ont composé un Congrès conservateur et clientéliste et élu de nouveaux gouverneurs d'État qui s'opposaient fortement à l'exécutif fédéral. Lula a choisi l'option politiquement risquée de négocier avec ce Congrès et avec ces gouverneurs. Certains de ses détracteurs de gauche, y compris le MST, reprochent au gouvernement de n'avoir pas su ou pas voulu utiliser la part non négligeable de pouvoir qu'il avait obtenue – l'exécutif fédéral – pour impulser des politiques publiques qui contribueraient à altérer – dans la société et dans les expérimentations nées de la « démocratie participative » – ce rapport de force qui lui était défavorable dans les institutions de la démocratie représentative. L'argument a été largement renforcé par la crise politique de 2005, quand l'opposition et les grands médias ont accusé le PT de corruption et de fraude électorale.

Il n'en demeure pas moins que le MST entretient avec le gouvernement des liens de coopération étroits, et que ces liens se traduisent aujourd'hui par le pilotage d'importants programmes. Certains de ces programmes ont des conséquences immédiates sur la qualité et l'augmentation du nombre des *assentamentos* : le PAES (Programme d'accompagnement aux entreprises sociales) vise à compenser les carences en termes d'organisation des groupes

d'*assentados* par la mise en place d'un système de prestations de services, d'assistance technique et de gestion administrative ; l'ATES (Coopération technique, sociale et environnementale pour la réforme agraire) permet aux coopératives et aux associations des États d'embaucher des techniciens grâce aux ressources qu'elles obtiennent en passant des accords avec l'INCRA ; le PRONAF (Programme national de renforcement de l'agriculture familiale) prévoit, entre autres, l'achat anticipé de la production de l'agriculture familiale par le gouvernement ; enfin, le PRONERA (Programme national d'éducation pour la réforme agraire).

Ainsi le MST est-il aujourd'hui un réseau complexe d'organisations, qui coopèrent avec le gouvernement, des dizaines d'universités et des institutions internationales (UNICEF, UNESCO, etc.). Il rassemble notamment près de 20 000 familles dans 400 associations de production, de commercialisation et de service, gère 70 coopératives de production pour l'agriculture et l'élevage, 32 coopératives de prestations de services, 12 coopératives régionales, 3 coopératives de crédit et près de 200 petites et moyennes agro-industries. C'est lui par ailleurs qui détermine en grande partie certaines politiques publiques d'éducation, puisqu'il gère également, dans les *assentamentos*, 1 800 écoles primaires où sont scolarisés 160 000 enfants qui suivent un cursus pédagogique spécialisé. Il propose enfin des programmes d'alphabétisation pour les adultes qui accueillent près de 30 000 personnes.

---

## L'origine sociale des membres du MST

Deux questions demeurent cependant. Pourquoi – ou comment – le MST a-t-il pu se développer dans une conjoncture économique, politique et idéologique défavorable aux autres mouvements sociaux populaires brésiliens ? Et quelles sont les ressources, sociales et idéologiques, qui lui permettent de progresser ?

Il convient tout d'abord de rappeler que les sans-terre sont des *travailleurs ruraux* dont la relation avec la terre est précaire. Ce sont soit des métayers, petits fermiers ou fils de petits propriétaires dont les terres ne suffisent pas à nourrir les familles nombreuses, soit d'anciens petits propriétaires qui ont perdu leurs terres. Au début du mouvement, il y a eu également les petits agriculteurs des États du Sud et du Sud-Ouest, qui subissaient les conséquences de la construction des grandes usines hydroélectriques. Dans l'État du Paraná, le MST est apparu dès 1981, sous le nom de Mouvement des agriculteurs sans terre de l'Ouest (MASTRO), et réunissait les paysans victimes de la construction du grand barrage de Itaipu. Ce sont ces travailleurs ruraux qui ont formé la *base paysanne* du MST.

Tant que le mouvement est resté circonscrit aux États du Sud, où la petite production agricole a toujours été très importante, cette base paysanne a été largement dominante. Depuis le début des années 1990, elle a tendance à diminuer, le mouvement s'étant étendu au niveau national. Mais elle demeure encore aujourd'hui majoritaire, à quelques exceptions régionales près.

Les résultats du dernier recensement de l'agriculture et de l'élevage révèlent qu'en dix ans, de 1985 à 1995/1996, près d'un million d'exploitations agricoles ont disparu. 96 % de ces exploitations avaient une superficie inférieure à 100 hectares et, parmi elles, 70 %, soit 662 448 exploitations, avaient une superficie inférieure à 10 hectares. En outre, le phénomène a été très rapide. Il semble que 400 000 petites exploitations agricoles aient disparu dès les deux premières années du gouvernement Cardoso (1995-1996). Or, selon le Recensement de l'agriculture et de l'élevage de 1995-1996, 40,7 % de la main-d'œuvre agricole étaient concentrés dans les exploitations de 10 hectares ou moins, et 39,9 % dans celles qui comptaient entre 10 et 100 hectares. À cette faillite des petites exploitations agricoles s'est ajoutée dans les années 1980 et 1990 une augmentation de la mécanisation de la récolte de plusieurs produits agricoles – canne à sucre, coton, etc. –, qui a provoqué une diminution de l'emploi saisonnier. Pour avoir une idée de l'ampleur de la disparition des postes de travail dans le milieu rural, il suffit de se reporter aux estimations qui font mention d'une perte de 450 000 emplois ruraux dès la première année du plan de stabilisation monétaire, le *Plano Real*, mis en œuvre en 1994 par Cardoso, alors ministre des Finances, sous la présidence d'Itamar Franco. Autre facteur aggravant, une grande partie de ces chômeurs ruraux, peu qualifiés et faiblement scolarisés<sup>11</sup> n'ont plus trouvé de travail en milieu urbain à partir des années 1990.

Dès lors, pour la plupart de ces petits producteurs, ruinés et expulsés de la campagne, la seule issue était la lutte pour la terre, *via* l'engagement dans des mouvements sociaux comme le MST. Le Recensement national des projets d'*Assentamento* de réforme agraire a dénombré près de 12 % d'anciens salariés ruraux parmi les *assentados* de l'INCRA. Mais les sans-terre n'ont pas mené leur lutte de façon isolée. Ils ont toujours associé au mouvement les chômeurs urbains, dont les conditions de survie dans les villes étaient de plus en plus

---

11. Le Recensement national des projets d'*Assentamento* de réforme agraire a révélé que 29,52 % des *assentados* sur l'ensemble du pays étaient analphabètes en 1996. Les 52,24 % qui avaient été scolarisés n'étaient allés que jusqu'au cours moyen 1 (4<sup>e</sup> année de l'École fondamentale au Brésil). 81,76 % des bénéficiaires recensés étaient donc soit analphabètes soit à peine alphabétisés. Cf. INCRA/CRUB/UnB, « I Censo de Reforma Agrária », dans Benício Viero Schmidt, Danilo Nolasco C. Marinho, Sueli L. C. Rosa (orgs), *Os assentamentos de reforma agrária no Brasil*, Brasília, Editora UnB, 1998, p. 65.

difficiles. La composante urbaine du MST a d'ailleurs été à l'origine de la constitution du mouvement dans quelques États du Brésil, par exemple à Rio de Janeiro et à Espírito Santo dans la première moitié des années 1980. Durant toute la décennie suivante, les chômeurs et les travailleurs sous-employés des milieux urbains, laissés pour compte par les politiques néolibérales, ont été une importante source de recrutement du MST dans certaines régions.

Le bilan de la Commission pastorale de la terre (CPT) sur les conflits dans les zones rurales en 1995 mentionnait déjà l'importance de ce phénomène d'élargissement des bases sociales du MST : « L'année 1995 marque le début d'une tendance qui devrait se consolider avec le changement de siècle : une grande proportion de la population habite dans la périphérie des villes, sans perspective d'avenir, et revient à la campagne pour occuper des terres parce qu'elle croit que le retour à la terre est une garantie de survie. En 1995, la plupart des campements de sans-terre ont compté un grand nombre de personnes issues de bidonvilles et de banlieues urbaines. Pour un grand nombre d'entre elles, ce retour aux origines marque l'achèvement d'un cycle qui les a menées de la campagne au bidonville, puis du bidonville à la campagne »<sup>12</sup>.

Mais le MST n'aurait pu mobiliser cet énorme potentiel humain s'il n'avait incarné l'idéologie susceptible de répondre aux besoins de cette masse de déshérités en proposant une vision du monde et un projet de transformation de la société dans son ensemble. Le très particulier *socialisme* du MST a porté cette vision cohérente, prometteuse et crédible d'un autre monde.

En étant présente, dès la fin des années 1970, lors des premières occupations de terres, l'Église catholique progressiste a tenu un rôle fondamental dans l'apparition et l'élaboration de cette idéologie<sup>13</sup>. Très vite, le MST a intégré dans ses revendications la notion – tirée d'un document de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) de 1980 – de « terre de travail » opposée à la « terre d'affaire » (ou « terre d'exploitation »). Cette notion a largement contribué à renforcer la légitimité politique, idéologique, et la cohésion de l'action des sans-terre. En effet, aux yeux des travailleurs, la terre n'est pas une simple marchandise ou un moyen de production utilisé pour exploiter le travail d'autrui, elle représente avant tout un espace de survie, de travail non aliéné et de reproduction sociale.

12. Comissão pastoral da terra, *Conflitos no campo – Brasil*, 1995, p. 22.

13. Sur cette thématique, voir, par exemple, Zilda Gricoli Iokoi, *Igreja e camponeses : teologia da libertação e movimentos sociais no campo – Brasil e Peru, 1964-1986*, São Paulo, Hucitec, Fapesp, 1996. Dans une certaine mesure, la religion a été remplacée par ce que l'on appelle la « mystique » du mouvement : culte aux symboles, à l'hymne, aux instruments de travail des sans-terre.

En avril 2001, un document de la Confédération des coopératives de réforme agraire du Brésil (CONCRAB), liée au MST, a fustigé l'« idéologie de consommation de type urbain », qui avait obligé les petits producteurs d'exploitations familiales à entrer dans une économie entièrement monétaire, sans leur apporter les possibilités de consommation similaires à celles de la vie urbaine. Il dénonçait également « le modèle technologique dominant », fondé sur les éléments chimiques, génétiques et mécaniques, entièrement tourné vers l'économie d'exportation, qui se passe de main-d'œuvre et exige du capital. Le modèle implanté dans les *assentamentos*, concluait ce document, « est né handicapé, parce qu'il est cher (...), destructeur et excluant »<sup>14</sup>. Dès lors, on comprend mieux la lutte acharnée du mouvement contre l'industrie agro-alimentaire, lutte qui s'énonce clairement dans le discours prononcé par Dom Tomás Balduino, président de la CPT, à l'occasion de la dernière marche du MST à Brasília, en mai 2005 : « L'industrie agro-alimentaire est prédatrice de biens naturels, polluuse d'environnement. Elle déclenche l'exode rural et augmente le chômage. Là où elle passe, il ne reste que la trace chaque fois plus profonde de la violence faite aux travailleurs et de la violation des droits de l'homme »<sup>15</sup>.

---

### Au-delà du radicalisme agraire

Les mouvements sociaux contre la mondialisation – portés par la devise « Un autre monde est possible » – ont en commun une forme d'anticapitalisme qui se caractérise par ses méthodes de lutte ; la nature de la solution alternative qu'il propose, distincte de la classique formule socialiste et des économies centralement planifiées, et par le fait que ses protagonistes ne sont plus représentés par des partis ouvriers catégoriels, mais par des mouvements transclassistes d'affinités idéologiques (par exemple le féminisme et/ou l'écologie). Pour faire face à la logique mondialiste de la production capitaliste, ces mouvements ont par ailleurs entrepris de constituer des réseaux de coopération qui leur ont permis de s'internationaliser. Leur mobilisation en est devenue non seulement plus contraignante dans son organisation mais aussi plus exigeante dans son contenu. Elle est également beaucoup plus complexe dans la construction de son identité. Les composantes de ces mouvements – qui ont débuté dans la résistance et s'orientent aujourd'hui vers la proposition d'un

---

14. Confederação das cooperativas de reforma agrária do Brasil (CONCRAB), « Os assentamentos neste novo período de luta pela reforma agrária », avril 2001 (mimeo).

15. Dom Tomás Balduino, « Povo de Deus em marcha », 4 mai 2005, disponible sur <http://www.mst.org.br/informativos/marcha/domtomas.htm> (consulté le 7 juin 2006).

nouveau monde – sont beaucoup plus variées que ne l'étaient les syndicats et les partis qui ont été à l'origine des anciennes internationales des travailleurs. Plus variées aussi que les courants qui sont à l'origine des mouvements tiers-mondistes. Cette identité polymorphe est l'un des grands défis que se doit de relever le mouvement « altermondialiste ».

Ces dernières années, le MST et sa version internationale, Via Campesina, ont cessé de centrer leur programme et leurs actions sur le problème du partage de la terre. Leur combat porte désormais sur d'autres thèmes : les produits transgéniques, le déboisement provoqué par les CAI's et les méthodes de culture et d'irrigation exclusivement tournées vers la production commerciale et jugées prédatrices pour l'environnement. Ils revendiquent une place plus importante pour les activités agricoles et d'élevage dans les projets nationaux de développement. Le MST a d'ailleurs été l'un des protagonistes – peut-être le plus important – du mouvement anti-ZLEA au Brésil et de la lutte pour le rejet de la dette externe, quand le Parti des travailleurs et le gouvernement Lula semblaient abandonner de tels enjeux. La logique qui pousse le MST vers les mouvements altermondialistes est-elle plus qu'un tropisme ? Il semble que oui. En cherchant à diffuser parmi ses militants une idéologie qui combine marxisme, théologie de la libération et écologie, la direction du mouvement affiche un véritable choix politique.

**I**l y a cent cinquante ans, le Manifeste communiste a voulu changer le monde en proposant à l'humanité une façon de vivre, de penser et de travailler radicalement différente de celle promue alors par la civilisation capitaliste. Qu'est-il advenu du prolétariat industriel qui était le moteur sociopolitique de ce projet révolutionnaire ? Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, il s'est essoufflé. De plus en plus intégré dans l'ordre établi, il semble qu'il se soit perdu dans les limbes de l'histoire.

Aujourd'hui, les mouvements antimondialisation reprennent le flambeau. Ils portent en eux l'espoir d'une nouvelle internationale des déshérités de la terre et réhabilitent le projet rédempteur d'une autre vie pour l'humanité. Dans ce voyage au long cours, pourtant, les navigateurs semblent ne pas avoir de carte. Le MST et Via Campesina n'ont ni les moyens ni l'objectif final de mettre en place un « gouvernement mondial ». Leur identité n'est pas clairement définie. Pour le moment, ils constituent avant tout une référence autour de laquelle s'organisent la solidarité et l'espérance, nécessaires pour que fleurissent, dans la diversité, des arrangements politiques qui permettent de conquérir des positions de pouvoir, aux niveaux local, régional et national, aux

quatre coins de la planète. L'un des paradoxes du nouveau millénaire est que cette tâche historique semble associée aux nouveaux mouvements agraires. ■

Traduit du portugais par Rita de Cássia Silva Bergamasco  
et Olivier Dabène

**Reginaldo C. Moraes** est professeur de science politique et de relations internationales à l'Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP). Ses thèmes de recherche actuels portent sur la révision des théories du développement face à la mondialisation. Il est l'auteur, entre autres, de *Celso Furtado, o subdesenvolvimento e as idéias da CEPAL* (São Paulo, Editora Ática, 1995) et de *Neoliberalismo – o que é e para onde nos leva* (São Paulo, Senac, 2002). Adresse électronique : [remoraes@terra.com.br](mailto:remoraes@terra.com.br)

**Claudinei Coletti** est professeur de sociologie au Centre Universitaire Padre Anchieta et à la Faculté Hoyley, à São Paulo. Il travaille actuellement sur la réforme agraire et le mouvement paysan au Brésil et en Amérique latine. Auteur d'une thèse de doctorat intitulée « A trajetória política do MST : da crise da ditadura ao período neoliberal » (Campinas, Instituto de filosofia e ciências humanas, UNICAMP, 2005), il a également publié *A estrutura sindical no campo* (Campinas, Editora da UNICAMP, 1988). Adresse électronique : [claudineicoletti@uol.com.br](mailto:claudineicoletti@uol.com.br)